

A défaut, celles-ci sont réputées ne pas avoir été exécutées et donnent lieu à remboursement au cocontractant des sommes indûment perçues.

L. 6362-6-1

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les organismes mentionnés aux a à d du 1° de l'article ***L. 6361-2*** versent au Trésor public une somme égale au montant des emplois de fonds injustifiés ayant fait l'objet d'une décision de rejet en application de l'article ***L. 6362-10***.

L. 6362-6-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les dépenses des organismes mentionnés au 2° de l'article ***L. 6361-2*** qui ne sont pas conformes à leur objet ou aux stipulations des conventions conclues avec l'Etat donnent lieu à reversement à ce dernier, à due proportion de sa participation financière, dans les conditions prévues par les textes qui régissent ces conventions ou les stipulations de ces dernières.

L. 6362-7

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Les organismes chargés de réaliser tout ou partie des actions mentionnées l'article ***L. 6313-1*** versent au Trésor public, solidairement avec leurs dirigeants de fait ou de droit, une somme égale au montant des dépenses ayant fait l'objet d'une décision de rejet en application de l'article ***L. 6362-10***.

L. 6362-7-1

LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 61

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de contrôle, les remboursements mentionnés aux articles ***L. 6362-4*** et ***L. 6362-6*** interviennent dans le délai fixé à l'intéressé pour faire valoir ses observations.

A défaut, l'intéressé verse au Trésor public, par décision de l'autorité administrative, une somme équivalente aux remboursements non effectués.

L. 6362-7-2

LOI n°2018-771 du 5 septembre 2018 - art. 42 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Tout employeur ou organisme chargé de réaliser tout ou partie des actions mentionnées à l'article ***L. 6313-1*** qui établit ou utilise intentionnellement des documents de nature à obtenir indûment le versement d'une aide, le paiement ou la prise en charge de tout ou partie du prix des prestations de formation professionnelle est tenu, par décision de l'autorité administrative, solidairement avec ses dirigeants de fait ou de droit, de verser au Trésor public une somme égale aux montants indûment reçus.

L. 6362-7-3

LOI n°2009-1437 du 24 novembre 2009 - art. 61

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Sans préjudice des dispositions des articles ***L. 8114-1*** et ***L. 8114-2***, le refus de se soumettre aux contrôles prévus au présent chapitre donne lieu à évaluation d'office par l'administration des sommes faisant l'objet des remboursements ou des versements au Trésor public prévus au présent livre.